

Service eau biodiversité risques  
Unité de gestion des procédures environnementales

Installations classées pour la protection de l'environnement

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE du 3 MAI 2024**

modifiant les dispositions de l'arrêté préfectoral du 27 avril 1984,  
modifié par arrêtés préfectoraux complémentaires des 28 janvier 1986, 17 mai 2011 et 5 août 2021

**Société SANDERS BRETAGNE**  
**Parc d'Activités de Saint-Caradec – 56920 SAINT-GÉRAND-CROIXANVEC**

Le préfet du Morbihan  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite

**Vu** le code de l'environnement ;

**Vu** le décret du 20 juillet 2022 nommant M. Pascal BOLOT, préfet du Morbihan ;

**Vu** le décret n° 2010-367 du 13 avril 2010, modifiant la nomenclature des installations classées et portant création de la rubrique 1435 ;

**Vu** le décret n° 2012-384 du 20 mars 2012, modifiant la nomenclature des installations classées et portant création de la rubrique 3642 ;

**Vu** le décret n° 2014-285 du 3 mars 2014, modifiant la nomenclature des installations classées et portant création de la rubrique 4737 ;

**Vu** le décret n° 2019-1096 du 28 octobre 2019 modifiant la rubrique 2260, excluant l'activité de combustion par chauffage direct, lorsqu'elle se fait dans une installation de stockage de céréales, classée sous la rubrique 2160 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 20 avril 2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques 4510 ou 4511 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 23 août 2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 4718 de la nomenclature des installations classées ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 28 décembre 2007 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2160 " Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations-service soumises à déclaration sous la rubrique 1435 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 27 avril 1984 modifié par arrêtés préfectoraux complémentaires des 28 janvier 1986, 17 mai 2011 et 5 août 2021, autorisant la société SANDERS BRETAGNE à exploiter une installation de stockage de céréales et de fabrication d'aliments pour bétails, Parc d'Activité de Saint-Caradec – 56920 SAINT-GÉRAND-CROIXANVEC ;

**Vu** la modification notable portée le 21 juillet 2023 à la connaissance du préfet du Morbihan par la société SANDERS BRETAGNE, relative à l'alimentation d'une chaudière en propane via un stockage aérien ;

**Vu** la demande d'antériorité du 2 mai 2013, concernant la rubrique 3642 ;

**Vu** la demande d'antériorité du 20 mai 2016, concernant les rubriques 4734 et 1435 ;

**Vu** les rapports du 26 février 2024 de l'inspection de l'environnement, faisant suite à l'inspection du 21 février 2024 et à l'instruction du porter à connaissance déposé le 21 juillet 2023 ;

**Vu** le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur par courrier du 2 avril 2024 dans le cadre du contradictoire ;

**Vu** la réponse de l'exploitant sur le projet d'arrêté par courriel du 25 avril 2024 ;

**Considérant** qu'après examen de la demande, l'inspection considère que la modification apportée n'est pas substantielle au titre des 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> critères de l'article R.181-46.I du code de l'environnement ;

**Considérant** également qu'après examen du porter à connaissance du 21 juillet 2023, la modification apportée n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement ;

**Considérant** en conséquence que la modification sollicitée le 21 juillet 2023 par la société SANDERS BRETAGNE ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46.I du code de l'environnement ;

**Considérant** que les multiples modifications de la nomenclature impliquent une mise à jour administrative de l'établissement ;

**Considérant** que la nature et l'ampleur de la modification sollicitée ainsi que les modifications de la nomenclature ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-21 à R.181-32 du code de l'environnement, ni la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

**Considérant** qu'au regard de ces modifications, il y a lieu de mettre à jour la situation administrative de l'établissement ;

**Considérant** qu'il y a lieu d'adapter l'autorisation environnementale ;

**Sur** proposition du secrétaire général de la préfecture du Morbihan ;

## ARRÊTE

### ARTICLE 1<sup>er</sup>- IDENTIFICATION

La société SANDERS BRETAGNE, autorisée à exploiter, Parc d'Activités de Saint-Caradec – 56920 SAINT-GÉRAND-CROIXANVEC, une installation de stockage de céréales et de fabrication d'aliments pour bétails, est tenue de respecter, dans le cadre des installations portées à la connaissance du préfet du Morbihan et des modifications de la nomenclature, les dispositions des articles suivants.

### ARTICLE 2

Le tableau de classement figurant à l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 mai 2011 est remplacé par le tableau de classement suivant :

RUBRIQUE	DÉSIGNATION DE LA RUBRIQUE	NIVEAU D'ACTIVITÉ	RÉGIME
3642-2-a	Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement des matières premières ci-après qu'elles aient été ou non préalablement transformés, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus de : 2. Uniquement de matières premières végétales, avec une capacité de production : a) Supérieure à 300 t de produits finis par jour	La quantité maximale de produits finis étant de : <b>2 000 t/jour</b>	<b>A (IED)</b>
2160-2-a	Silos et installations de stockage, en vrac, de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable, à l'exception des installations relevant par ailleurs de <a href="#">la rubrique 1532</a> : 2. Autres installations : a) Si le volume total des stockages est supérieur à 15 000 m <sup>3</sup>	Silos d'une capacité de : <b>44 326 m<sup>3</sup></b>	<b>A</b>
2160-1-b	Silos et installations de stockage, en vrac, de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable, à l'exception des installations relevant par ailleurs de <a href="#">la rubrique 1532</a> : 1. Silos plats : b) Si le volume total de stockage est supérieur à 5 000 m <sup>3</sup> , mais inférieur ou égal à 15 000 m <sup>3</sup>	Silo d'une capacité de : <b>15 000 m<sup>3</sup></b>	<b>DC</b>
2910-A-2	Combustion à l'exclusion des activités visées par <a href="#">les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931</a> et des installations classées au titre de <a href="#">la rubrique 3110</a> ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes. A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de <a href="#">l'article L.541-4-3 du code de l'environnement</a> , ou du biogaz provenant d'installations classées sous <a href="#">la rubrique 2781-1</a> , si la puissance thermique nominale totale de	Puissance nominale : <b>16,886 MW</b>	<b>DC</b>

RUBRIQUE	DÉSIGNATION DE LA RUBRIQUE	NIVEAU D'ACTIVITÉ	RÉGIME
	l'installation de combustion (*) est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW (*) Au sens de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil, du 25 novembre 2015, relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes.		
1435-2	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant : 2. Supérieur à 100 m³ d'essence ou 500 m³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m³	Volume annuel : <b>1 000 m³</b>	DC
4734-2-c	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. 2. Pour les autres stockages : c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total	Quantité totale : <b>105,6 t</b>	DC
4718-2-b	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène). La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations(*) y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées, hors gaz naturellement présent avant exploitation de l'installation) étant : 2. Pour les autres installations : b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t	Quantité totale : <b>32 t</b>	DC

A : autorisation ; DC : Déclaration avec Contrôle périodique

### ARTICLE 3 – Textes applicables

Les dispositions des arrêtés ministériels suivants sont applicables à l'installation :

- l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables,
- l'arrêté ministériel du 20 avril 2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques 4510 ou 4511,
- l'arrêté ministériel du 23 août 2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 4718 de la nomenclature des installations classées,
- l'arrêté ministériel du 28 décembre 2007 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2160 " Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable,
- l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations-service soumises à déclaration sous la rubrique 1435 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910,
- l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

## **ARTICLE 4 – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES**

Les valeurs limites des émissions atmosphériques générées par les différentes combustions sont les suivantes :

- Combustible n° 1 : gaz naturel →  $\text{Nox} \leq 100 \text{ mg/Nm}^3$ ,  $\text{CO} \leq 100 \text{ mg/Nm}^3$
- Combustible n° 2 : propane →  $\text{Nox} \leq 150 \text{ mg/Nm}^3$ ,  $\text{CO} \leq 100 \text{ mg/Nm}^3$

## **ARTICLE 5 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

### **RECOURS ADMINISTRATIFS ET CONTENTIEUX**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Le présent arrêté peut être déféré au Le tribunal administratif de Rennes par voie postale ou par l'application informatique «Télérecours citoyens», accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

1°) Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour ou la décision leur a été notifiée ;

2°) Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le Morbihan prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La décision mentionnée au premier alinéa peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Conformément aux dispositions de l'article R.181-51 du code de l'environnement, en cas de recours contentieux des tiers intéressés, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. Cette notification doit être effectuée dans les mêmes conditions en cas de demande tendant à l'annulation ou à la réformation d'une décision juridictionnelle concernant cet arrêté, conformément aux dispositions de l'article R.181-51 du code de l'environnement. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

La notification du recours à l'auteur de la décision et, s'il y a lieu, au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

### **RÉCLAMATION**

#### **Article R.181-52 du code de l'environnement**

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

Le préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. A défaut, la réponse est réputée négative.

S'il estime la réclamation fondée, le préfet fixe des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R.181-45.



## **ARTICLE 6 – PUBLICITE ET INFORMATION DES TIERS**

En application de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

- Une copie de l'arrêté est déposée à la mairie de Saint-Gérard-Croixanvec et peut y être consultée ;
- Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune précitée pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de la commune précitée et adressé au préfet du Morbihan (direction départementale des territoires et de la mer) ;
- L'arrêté est publié sur le site Internet des services de l'État dans le Morbihan pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

## **ARTICLE 7 – EXÉCUTION**

Le secrétaire général de la préfecture du Morbihan, le directeur départemental des territoires et de la mer du Morbihan, le directeur régional de l'environnement et du logement de Bretagne, inspection des installations classées, le maire de la commune de Saint-Gérard-Croixanvec, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Vannes, le - 3 MAI 2024

Le préfet  
Pour le Préfet par délégation,  
Le secrétaire général,

Stéphane JARLÉGAND

### **Copie du présent arrêté sera adressée à :**

- Mme la sous-préfète de Pontivy
- M. le maire de Saint-Gérard-Croixanvec
- M. le DREAL - unité départementale du Morbihan - 34 rue Jules Legrand - 56100 Lorient
- M. le directeur de la société SANDERS BRETAGNE - Parc d'Activité de Saint-Caradec – 56920 Saint-Gérard-Croixanvec